

L

e service de presse du Secrétariat international aux attachés de presse

Communiqué de presse sur l'Inde

Embargo : mercredi 15 décembre 1993 à 00 h 01 GMT

Index AI : ASA 20/45/93

Traduction et diffusion aux sections francophones et au Secrétariat international : LES ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL - ÉFAI -

INDE

Des "disparitions" au Jammu et Cachemire et au Pendjab

Des centaines de personnes ont "disparu" dans les États du Jammu et Cachemire et du Pendjab, selon Amnesty International qui estime que les "disparitions" sont maintenant systématiques dans ces régions en proie aux troubles.

L'Organisation publie aujourd'hui (mercredi 15 décembre 1993) un rapport sur les "disparitions" signalées dans ces deux États, rédigé à partir d'informations entièrement recueillies en Inde. Elle tente ainsi d'aider à déterminer ce que sont devenues et où se trouvent des centaines de personnes, dont bon nombre semblent avoir été arrêtées ou détenues et torturées par la police, l'armée ou des forces paramilitaires, et que l'on n'a jamais revues.

Le rapport d'Amnesty International décrit de manière poignante le désespoir dans lequel sont plongées les familles oubliées qui, espérant retrouver un être cher, errent de poste de police en poste de police, de base militaire en base militaire, serrant entre leurs doigts une photographie ou une ordonnance écornée de remise en liberté.

« Nous avons recueilli des informations détaillées sur plus de 200 personnes qui ont apparemment "disparu" depuis 1990, alors qu'elles étaient sous la garde des forces de sécurité : 128 au Jammu et Cachemire et 80 au Pendjab. Les vastes pouvoirs d'arrestation arbitraire conférés aux forces de sécurité favorisent les "disparitions". De plus, dans de nombreux cas, il est clair que la vérité est délibérément occultée. La police et l'armée usent de faux-fuyants, font fi de la loi et entravent les démarches des familles et des avocats », déclare Amnesty International.

Au Jammu et Cachemire, des fonctionnaires entravent le cours de la justice en refusant de donner suite aux nombreuses ordonnances d'*habeas corpus* rendues par la Haute cour de l'État, laquelle a découvert que plusieurs victimes ayant connu « *un sort non naturel* » avaient en fait été torturées avant d'être secrètement tuées en détention.

Au Pendjab, des décisions de justice visant à établir le sort de personnes "disparues" restent sans effet, et la police nie habituellement les arrestations alors que des représentants des autorités ont eux-mêmes émis des doutes quant à la véracité de ces dénégations.

« Peu de choses sont faites pour que cessent les atteintes aux droits de l'homme et pour traduire les auteurs en justice », souligne Amnesty International qui ajoute : « Au Pendjab, aucun des responsables des "disparitions" n'a jamais été déféré à la justice par la police, qui applique une politique du "permis de tuer". Au Jammu et Cachemire, nous ne connaissons que deux cas où des membres des forces de

sécurité ont été condamnés à de lourdes peines d'emprisonnement. »

« En réalité, peu d'efforts sont faits au Jammu et Cachemire pour dissimuler les violations des droits de l'homme, qui semblent servir à intimider la population locale et à la dissuader de soutenir les groupes d'opposition armés », fait observer l'organisation de défense des droits de l'homme.

Amnesty International reconnaît que le gouvernement indien est confronté à une opposition impitoyable et violente au Jammu et Cachemire ainsi qu'au Pendjab. Toutefois, il est clair que dans leur lutte contre ces groupes, les forces de sécurité commettent elles-mêmes des atrocités, ce qui est totalement inacceptable aux yeux d'Amnesty International.

Les groupes d'opposition armés au Jammu et Cachemire sont responsables de nombreuses et graves atteintes aux droits de l'homme, dont des prises d'otages, des assassinats d'hommes politiques et de leur famille, des meurtres délibérés de civils parmi lesquels des journalistes, ainsi que des actes de torture et des viols. Amnesty International condamne ces violences et invite tous ces groupes à relâcher tous leurs otages et à respecter les droits de l'homme de même que les principes humanitaires.

Au Pendjab également, la violence des groupes sécessionnistes est sans pitié et généralisée. Ces derniers prennent pour cibles des civils hindous et les tuent de manière délibérée et arbitraire, et assassinent des journalistes, des hommes politiques, des policiers et des magistrats.

Dans un cas, au Pendjab, la police a envoyé à une famille ce qu'elle a déclaré être les cendres d'un homme "disparu", Harjit Singh, en expliquant que ce dernier avait été tué lors d'un accrochage entre la police et des insurgés armés. Or, cinq mois plus tard, le père voyait son fils vivant à la fenêtre d'un centre d'interrogatoire du Service central d'enquêtes.

Le père d'Harjit Singh s'est rendu au centre d'interrogatoire avec un représentant de la justice, un juge ayant établi que son fils était détenu illégalement. L'entrée du centre leur a été interdite pendant une heure, et on a apparemment fait sortir Harjit Singh. Lorsqu'ils sont entrés dans la pièce, tout ce qui restait était une paire de menottes attachées à une fenêtre.

Depuis, l'affaire a été constamment renvoyée. La police a intimidé et battu des témoins. On reste sans nouvelles d'Harjit Singh.

Amnesty International réaffirme que, quel que soit le degré de la violence, rien ne peut justifier les centaines de "disparitions" imputables aux forces de sécurité indiennes .

Malheureusement, le sort et l'endroit où se trouvent de trop nombreux "disparus" demeurent inconnus, bien que le gouvernement indien ait apparemment reconnu la détention d'au moins une des personnes dont le cas a été souligné dans le nouveau rapport d'Amnesty International, transmis au gouvernement plusieurs semaines avant sa publication. Autre nouvelle positive, le gouvernement indien a laissé entendre qu'Amnesty International pourrait être autorisée à se rendre au Pendjab pour y effectuer des recherches l'année prochaine.

« Tout récemment, nous avons lancé une vaste campagne contre les "disparitions" et les assassinats politiques, qui constituent à nos yeux l'une des plus graves

menaces pour les droits de l'homme dans le monde d'aujourd'hui», poursuit Amnesty International.

« Le gouvernement doit s'attaquer de toute urgence à ces problèmes. Nous l'invitons instamment, entre autres, à créer une commission chargée de la protection des détenus, dotée de réels pouvoirs pour empêcher de nouvelles "disparitions". Nous espérons vivement voir les prémices d'une approche plus positive de la part du gouvernement concernant les effroyables violations des droits de l'homme commises par ses forces de sécurité, et peut-être le verrons-nous bientôt prendre d'autres mesures positives. »

FIN DU COMMUNIQUÉ